MON TRAIN j'y tiens
SNCF 100 % PUBLIC

SNCF : changer OUI, casser NON !

L'Europe, avec sa doctrine libérale, mène une guerre contre le service public ferroviaire. La France, avec le nouveau pacte ferroviaire issu du rapport Spinetta, y joue un rôle central.

Une France à deux vitesses

Alors que les besoins de mobilité ne cessent d'augmenter, cette réforme n'apportera aucune réponse. En refusant de financer les « petites lignes », le gouvernement laisse la responsabilité aux régions, sans aucun moyen supplémentaire. Plus de 9 000 kilomètres sont concernés !

En Picardie, sont menacées de fermeture ou de restriction les lignes Abbeville-Eu-Le Tréport, Amiens-Moreuil-Montdidier-Compiègne, Rochy-Condé-Bresle, Compiègne-La Motte, Paris-Laon ou encore l'axe Paris-Amiens-Boulogne !

La concentration des investissements sur les métropoles et les grands nœuds ferroviaires va créer **des déserts ferroviaires.**

Le statut comme argument de la division

Le gouvernement veut supprimer le statut des cheminots pour les nouveaux embauchés. Ce régime, qu'ils financent par des cotisations plus élevées que celles du régime général, n'est **en rien responsable de la dette de la SNCF.** Avec cette suppression purement idéologique, le gouvernement oppose les cheminots aux usagers.

Ouverture à la concurrence : rien n'est obligatoire

Pour justifier l'urgence et la violence de cette réforme, le gouvernement dit que l'ouverture à la concurrence est inéluctable. Mensonge ! Rien n'est obligatoire, les traités européens permettent d'y déroger.

Hausse des prix, rétrécissement du réseau et baisse du niveau de sécurité : les usagers seront les grands perdants de l'ouverture à la concurrence !

Usagers, citoyens, cheminots, élus : luttons pour un service public ferroviaire de qualité. C'est notre patrimoine. Il faut investir pour le développer et l'améliorer.

Xavier Bertrand, le président de la région Hauts-de-France, prône le recours à des compagnies privées de chemin de fer comme étant LA solution aux dysfonctionnements quasi-quotidiens des trains en Picardie vers Paris. Ces opérateurs privés ne viendraient pas pour investir sur le réseau mais simplement se positionner et s'enrichir sur les lignes les plus rentables, laissant le reste à l'abandon et aggravant encore la situation. Les Britanniques, qui subissent la privatisation depuis 1995 et des tarifs qui ont explosé, réclament à 76 % une renationalisation du rail.

Une réforme anti-écologique !

En plus de mettre en péril des entreprises régionales dépendant de lignes ferroviaires, en proposant la filiation du fret - donc sa privatisation -, et alors que la question écologique est d'une urgence absolue, le gouvernement porte un coup fatal à la lutte contre le réchauffement climatique. Un train de 35 wagons, c'est 55 camions de 32 tonnes en moins sur les routes !

PCF
Parti communiste français

SNCF : les communistes ont des solutions !

La dette de la SNCF, parlons-en !

Le gouvernement utilise l'argument de la dette pour exiger la privatisation de la SNCF. **Cette dette de 53 milliards résulte du sous-engagement de l'État et des investissements faits sur demande de l'État pour construire les lignes de TGV.** Rien à voir avec le statut des cheminots ! La SNCF paie chaque année 2,7 milliards d'euros de frais financiers et intérêts aux banques et assurances, l'équivalent de 26 000 emplois de cheminots au statut alors que les besoins de mobilité ne cessent d'augmenter.

La solution : 3 milliards d'euros par an de nouveaux financements pour la SNCF

Un programme d'investissement de plus de 30 milliards d'euros a été engagé en Île-de-France pour les transports publics (Grand Paris Express, Plan de Mobilisation pour les transports) en s'appuyant en grande partie sur des modes de financements vertueux proposés par les élus communistes : **faire contribuer les acteurs économiques, en particulier des secteurs les plus favorisés** (Paris, Hauts-de-Seine) **et les équipements « aspirateurs à voitures »** (parkings des entreprises de bureaux et d'hypermarchés). On trouverait des moyens pour le métro en Île-de-France, et pas pour une bonne desserte ferroviaire dans tout le pays : cela n'a pas de sens ! Ce serait abandonner tous les territoires ruraux et les villes moyennes, une catastrophe en matière d'aménagement du territoire.

Il faut dégager plus de 3 milliards d'euros par an pour la SNCF, pour assurer la desserte de tout le territoire. Il suffit pour cela d'utiliser les leviers qui ont fait leur preuve en Île-de-France, en l'étendant à l'ensemble du pays, et de mettre en place **une écotaxe poids lourds.**

La renationalisation des autoroutes permettrait de financer des investissements massifs pour les infrastructures ferrées, plutôt que l'argent aille se perdre dans les poches des actionnaires.

L'abandon du projet CDG Express (liaison ferroviaire entre la gare de Paris Est et l'aéroport Charles de Gaulle, qui ne bénéficierait qu'à 17 000 passagers par jour à un tarif de 29 euros le trajet !) permettrait de réorienter plus de 2 milliards d'euros vers la modernisation et la création d'infrastructures pour plus d'un million d'usagers quotidiens, dont ceux de la ligne K et du TER Picardie.

Il sera possible ainsi de réduire la dette de la SNCF, d'augmenter les investissements et de limiter les prix des billets. Un cercle vertueux, plutôt que le cercle vicieux du gouvernement.

Il faut changer, quelques propositions

- Une entreprise unique et intégrée, 100 % publique, sous contrôle démocratique, protectrice pour ses agents comme pour les usagers.
- Un plan d'investissement massif pour redynamiser les lignes vétustes et rendre son attractivité au rail.
- Le développement du fret pour désengorger les routes, limiter la pollution et l'insécurité routière.

Soyons toutes et tous dans la rue le jeudi 22 mars
pour exiger une vraie réforme de la SNCF, pas un bradage !

Je consulte les PROPOSITIONS DU PCF pour le PROJET DE LOI D'ORIENTATION SUR LES MOBILITÉS :
http://2017.pcf.fr/pas_de_mobilite_durable_du_21e_siecle_sans_nouvelles_ressources

POUR QUE L'HUMAIN D'ABORD L'EMPORTE SUR LA FINANCE, POUR ÊTRE PLUS FORT, POUR AGIR ENSEMBLE,

JE REJOINS LE PCF

nom

prénom

adresse

e-mail

tél.

L'humain d'abord
34, rue du Fg-St-Jacques
60000 BEAUVAIS
03 44 02 65 21
thierry.aury@wanadoo.fr
http://oise.pcf.fr
Thierry Aury

IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique 2018-03